

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 2172

[S.C. — 29335]

4 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992 et 18 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 6, littéra E, nos 15 à 20;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement du 10 juin 1993 et du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendants de ces établissements, notamment l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, et l'article 14, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1994;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, notamment l'article 1er, littéra E, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1970 et l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, littéra E;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985, 27 mars 1985, par la loi du 1er août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992 et par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983 et par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements du 10 juin 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 1994;

Vu le protocole de négociation du 16 juin 1994 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Article 1er. A l'article 14ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« La commission remet des avis au Ministre :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel nommé en fonction de recrutement ou en fonction de sélection, mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de sa zone;

2° en matière de complément de charge pour les membres du personnel qui n'ont pu en bénéficier au sein de leur zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif ou désigné en qualité de temporaire prioritaire qui sollicite une affectation dans une autre zone;

4° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé en fonction de promotion;

5° sur la détermination du nombre d'emplois à attribuer par fonction à des temporaires prioritaires. »

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre désigne les membres de la Commission interzonale pour une durée de 4 ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours. »

Art. 2. A l'article 14quater du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La commission remet des avis au Ministre :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement ou de sélection, mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

2° en matière de complément de charge au sein de la zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement ou de sélection qui sollicite une affectation dans un autre établissement de la zone;

4° sur la détermination du nombre d'emplois à attribuer par fonction à des temporaires prioritaires. »

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre désigne les membres de chaque Commission zonale pour une durée de 4 ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours. »

3° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Les membres du personnel nommés à titre définitif et en service en Allemagne obtiennent une réaffectation, un rappel provisoire à l'activité de service, un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et un changement d'affectation, dans les mêmes conditions que s'ils étaient en service dans un des établissements de la zone à laquelle ils ont demandé leur affectation, conformément à l'article 100 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements du 10 juin 1993. »

Art. 3. L'article 26bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26bis. § 1er. Au sein d'un établissement, en cas de diminution des prestations disponibles dans une fonction considérée, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel selon l'ordre suivant :

1° les temporaires non classés;

2° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat;

3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 du même arrêté, dans l'ordre inverse du classement;

4° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés;

5° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés;

6° les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément d'horaire en application des articles 13bis à 13quinquies de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

7° les membres du personnel bénéficiant d'un changement provisoire d'affectation;

8° les temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement;

9° les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;

10° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

11° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

12° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent.

Les membres du personnel nommés à une des fonctions de professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle et professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, mis en disponibilité et rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une autre de ces fonctions au niveau et au degré d'enseignement où ils sont nommés sont assimilés aux membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés.

§ 2. Au sein d'une zone, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire qui ne bénéficie pas de la qualité de prioritaire, en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone ou dans une autre zone ou l'attribution à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif d'un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré.

Au sein d'une zone, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire qui ne bénéficie pas de la qualité de prioritaire, en vue de permettre :

1° l'attribution à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif ou bénéficiant de la qualité de temporaire prioritaire, qui en fait la demande avant le 1er mars de l'année scolaire précédente, d'un nombre d'heures correspondant à une fonction à prestations complètes;

2° l'affectation d'un membre du personnel bénéficiant de la qualité de temporaire prioritaire qui a perdu son emploi au sein de la même zone.

Pour l'application des alinéas 1er et 2, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires non-classés, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 du même arrêté. Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel visés aux alinéas 1er et 2 qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel à l'activité ou ce complément de charge. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire non classé, puis d'un autre temporaire classé dans le second groupe et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé. »

Art. 4. L'article 30 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. Chaque année, dans le courant du mois de mars, le Ministre détermine, par fonction, le nombre de jours qu'il faut avoir presté, à la date de l'appel aux candidats, pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire suivante. »

Le nombre de jours visés à l'alinéa 1er comprend au moins 300 jours prestés dans le courant des trois dernières années scolaires, en ce compris l'année de l'appel, dans la fonction considérée et dans un ou plusieurs établissements de la Communauté française. »

Art. 5. L'article 31, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« La candidature indique le choix d'une seule zone d'affectation. »

Art. 6. A l'article 37 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Les temporaires prioritaires sont désignés par le Ministre, à concurrence d'un nombre d'emplois qu'il détermine par fonction après avoir recueilli l'avis des Commissions zonales d'affectation et de la Commission interzonale d'affectation. »

Art. 7. A l'article 45 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Le 1er septembre qui suit la notification de la vacance de l'emploi prévue par l'article 17 bis, tout temporaire prioritaire est nommé à titre définitif dans la fonction qu'il exerce dans un emploi vacant comportant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes, pour autant que la Commission zonale d'affectation et la Commission interzonale d'affectation se soient réunies entre la date de la notification précitée et le 1er septembre. »

Dans l'hypothèse où plusieurs temporaires prioritaires sont occupés dans la même fonction au sein d'un même établissement, et qu'un emploi de cette fonction y devient vacant, le temporaire prioritaire le mieux classé est nommé à titre définitif dans cet emploi.

A la demande de l'intéressé ou d'une commission zonale, le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission interzonale d'affectation, nommer à titre définitif un temporaire prioritaire dans la fonction qu'il exerce et dans un emploi vacant comportant moins des deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes. »

2° le § 2, alinéa 1er, 2°, est complété par les mots « ou y rappelé à l'activité de service, soit provisoirement, soit pour une durée indéterminée. »

3° le § 3, alinéa 2, est abrogé;

4° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction principale à prestations complètes ne peut cumuler cette fonction avec une autre fonction principale, à prestations complètes ou incomplètes, qu'il tenait d'une nomination antérieure. »

Art. 8. A l'article 48 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, alinéa 3, le mot « 38 » est remplacé par le mot « 37 »;

2° le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 4 est définitivement affecté au sein de l'établissement dans un emploi vacant de sa fonction, le 1er septembre qui suit la notification visée à l'article 17 bis, pour autant que la Commission zonale d'affectation et la Commission interzonale d'affectation se soient réunies entre la date de la notification précitée et le 1er septembre. »

Art. 9. L'article 49 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est rétabli comme suit :

« Au sein d'un établissement, dans une fonction considérée, le temporaire prioritaire est nommé par priorité sur le membre du personnel visé à l'article 48, §§ 4 et 5. »

Art. 10. L'article 51, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsqu'ils exercent à titre définitif, lors de la reprise, une fonction de recrutement ou une fonction de sélection pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés dans la même fonction.

Lorsqu'ils exercent, lors de la reprise, une fonction de promotion pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés à une des fonctions de recrutement donnant accès à cette fonction de promotion.

Lés services effectifs rendus jusqu'à la reprise, dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur assumant la direction de l'établissement repris par la Communauté française, sont assimilés aux services effectifs rendus en qualité de membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française ».

Art. 11. L'article 167, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante

« § 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Ministre qui peut, d'initiative ou sur proposition d'une Commission zonale ou de la Commission interzonale, le rappeler provisoirement à l'activité de service pour une période déterminée :

- 1^o d'abord, avant toute désignation de temporaire ou de temporaire prioritaire;
- 2^o ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires;
- 3^o enfin, dans les emplois occupés par des temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le temporaire prioritaire.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel à l'activité ou ce complément de charge. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire non classé, puis d'un autre temporaire classé dans le second groupe et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé.

Le rappel pour une durée indéterminée à l'activité de service est décidé par le Ministre sur avis, selon le cas, de la Commission zonale d'affectation compétente ou de la Commission interzonale d'affectation. Ce rappel a lieu selon l'ordre établi à l'alinéa 1^{er}.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 2 est réaffecté dans le même établissement le 1^{er} septembre suivant la vacance d'un emploi de sa fonction.

Pendant le rappel provisoire à l'activité de service et le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, le membre du personnel bénéficie de son traitement d'activité et les services qu'il preste sont assimilés à des services effectifs. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 12. A l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sous l'intitulé « E. Dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés » les mots

- « 15. Professeur de cours généraux à l'école normale moyenne;
16. Professeur de cours spéciaux à l'école normale moyenne;
17. Professeur de cours généraux à l'école normale technique moyenne;
18. Professeur de cours spéciaux à l'école normale technique moyenne;
19. Professeur de cours techniques à l'école normale technique moyenne;
20. Professeur de pratique professionnelle à l'école normale technique moyenne; »

sont supprimés.

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements

Art. 13. L'article 2, 3, j, de l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 20 avril 1994, est complété par les mots « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court ».

Art. 14. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, les mots « 5. professeur de cours spéciaux (spécialité dessin et éducation plastique) : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, complété par le diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin dans les écoles normales primaires ou dans les écoles normales moyennes délivré en vertu de l'arrêté royal du 28 avril 1939, déterminant le programme et le règlement des examens conduisant aux diplômes de professeur de dessin dans les écoles normales moyennes, dans les écoles normales primaires, dans les sections normales gardiennes et moyennes et dans les athénées, complété par deux années d'expérience utile » sont remplacés par les mots « le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin dans les écoles normales primaires ou dans les écoles normales moyennes délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 avril 1939, complété par deux années d'expérience utile ».

Art. 15. A l'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 20 avril 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le littéra 1, e, est complété par les mots « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court »;
- 2° le littéra 2, e, est complété par les mots « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court »;
- 3° dans le littéra 3, f, les mots « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court » sont insérés entre les mots « et de plein exercice » et les mots « complété par le certificat susvisé ».

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection*

Art. 16. A l'article 1er, littéra « E. Dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés » de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1970 et par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, les mots

« Professeur de cours généraux à l'école normale moyenne Professeur de cours spéciaux à l'école normale moyenne

Professeur de cours généraux à l'école normale technique moyenne

Professeur de cours spéciaux à l'école normale technique moyenne

Professeur de cours techniques à l'école normale technique moyenne

Professeur de pratique professionnelle à l'école normale technique moyenne »

ainsi que les dispositions figurant en regard de ces mots dans les colonnes centrale et de droite sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat*

Art. 17. A l'article 1er, littéra « E. Dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés » de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, les mots « professeur de cours techniques à l'école normale technique moyenne, professeur de pratique professionnelle à l'école normale technique moyenne » sont supprimés.

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien primaire spécial, moyen technique, artistique et normal de l'Etat des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 18. A l'article 43 bis, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ce délai est porté à six ans pour :

1° les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont désignés à titre de temporaire ou de temporaire prioritaire dans un emploi vacant d'une fonction de l'enseignement supérieur;

2° les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont mis en congé pour mission et affectés à la formation en cours de carrière dans l'enseignement ou à l'accomplissement de tâches dans l'intérêt de l'enseignement;

3° les membres du personnel qui bénéficient d'un congé pour faire partie de la Commission d'homologation, du Jury de la Communauté française ou des services de l'enseignement à distance;

4° les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont mis en congé pour mission et affectés à une direction générale relevant du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. »

2° L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article ne s'applique pas :

1° aux membres du personnel qui bénéficient des dispositions de l'arrêté royal du 27 octobre 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relatives à la mise en disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant;

2° aux membres du personnel nommés en fonction de recrutement et désignés dans une fonction de sélection ou de promotion ni aux membres du personnel nommés en fonction de sélection, désignés dans une fonction de promotion;

3° aux membres du personnel visés à l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, lorsqu'il n'existe pas d'emploi vacant au sein de l'établissement dans la fonction à laquelle ils sont désignés;

4° aux surveillants-éducateurs d'internat chargés de la comptabilité dans un internat autonome ou un home d'accueil;

5° aux membres du personnel qui exercent leur fonction en Allemagne;

6° aux membres du personnel, mis en congé pour mission par le Gouvernement, à concurrence du nombre reconnu, par un arrêté délibéré par le Gouvernement, indispensable à l'organisation interne de l'enseignement de la Communauté française;

7° aux membres du personnel, mis en congé pour mission par le Gouvernement et affectés au secrétariat des conseils supérieurs lorsque des dispositions légales, décrétales ou réglementaires y prévoient un ou plusieurs membres du personnel mis en congé pour exercer cette mission;

8° aux membres du personnel affectés dans les Centres de plein air, les Centres de formation et les Centres techniques, jusqu'à la rentrée scolaire qui suit l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant leur cadre organique. »

CHAPITRE VII. — Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 19. L'article 2 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété par l'alinéa suivant :

« Le rappel provisoire à l'activité de service suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1er pendant le temps du rappel. Le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1er aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à ce rappel. »

Art. 20. L'article 3bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3bis. Un membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social, d'un établissement de la Communauté française, nommé à titre définitif et titulaire d'une fonction de recrutement, n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction dans un emploi vacant, au titre de temporaire, de rappel à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés, de complément d'horaire, de changement provisoire d'affectation, de temporaire prioritaire, de complément de charge, de rappel provisoire à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés, dans l'établissement, et ce dans l'ordre fixé à l'article 26bis, § 1er, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. »

Art. 21. L'article 3ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3ter. § 1er. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui ne bénéficie plus d'une charge complète dans sa fonction peut se voir attribuer un complément d'attributions.

Par complément d'attributions, il faut entendre les heures de cours non vacantes relevant de la même fonction attribuées au sein du même établissement.

§ 2. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi est, à sa demande, rappelé prioritairement à l'activité de service dans un emploi provisoirement disponible dans sa fonction au sein de l'établissement où il a perdu son emploi. »

Art. 22. Dans l'article 3quater, alinéa 1er, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « par les articles 3bis et 3ter » sont remplacés par les mots « par l'article 3bis ».

Art. 23. Dans l'article 3quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « aux articles 3ter et 3quater » sont remplacés par les mots « à l'article 3quater ».

Art. 24. Dans l'article 3sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les mots « aux articles 3ter, 3quater et 3quinquies » sont remplacés par les mots « aux articles 3quater et 3quinquies ».

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires abrogatoires et-finales

Art. 25. Dans l'article 104, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot « juillet » est remplacé par le mot « septembre ».

Art. 26. Pour l'accès à une autre fonction de sélection ou à une fonction de promotion, les membres du personnel nommés aux fonctions de sélection définies ci-après conservent le bénéfice de leur nomination :

1. a) professeur de cours généraux à l'école normale moyenne;
- b) professeur de cours généraux à l'école normale technique moyenne;
2. a) professeur de cours spéciaux à l'école normale moyenne;
- b) professeur de cours spéciaux à l'école normale technique moyenne;
3. professeur de cours techniques à l'école normale technique moyenne;
4. professeur de pratique professionnelle à l'école normale technique moyenne.

Ils peuvent bénéficier d'une réaffectation, d'un rappel à l'activité de service, d'un complément d'attributions, d'un complément de charge, d'un changement d'affectation, d'une nomination dans une autre fonction de sélection ou dans une fonction de promotion dans les mêmes conditions qu'un membre du personnel nommé dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés aux fonctions de recrutement correspondantes ci-après :

1. professeur de cours généraux;
2. professeur de cours spéciaux;
3. professeur de cours techniques;
4. professeur de pratique professionnelle.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1994, à l'exception des articles 18 et 25, qui produisent leurs effets le 1er juillet 1994.

Art. 28. Le Ministre qui a le statut du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2172

[S-C — 29335]

4 JULI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992 en 18 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inz. op artikel 6, lid E, nrs. 15 t/m 20;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993 en 19 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inz. artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 oktober 1980, en op artikel 14, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 april 1994;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, inz. op artikel 1, lid E, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 23 november 1970 en bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevoorde- ringsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, inz. op artikel 1, lid E;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977, nr. 69 van 20 juli 1982, van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari en 20 december 1988, bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992 en bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1974, ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983 en bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, d.d. 10 juni 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1994;

Gelet op het onderhandelingsprotocol d.d. 16 juni 1994 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en gemeentelijke overheidsdiensten, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Bestuut :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Artikel 1. In artikel 14ter van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalon-

derwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1, lid 2, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De Commissie brengt de Minister adviezen uit :

1^o inzake de reffectatie, de voorlopige wederoproeping in actieve dienst en de wederoproeping in actieve dienst voor onbepaalde duur van een personeelslid benoemd in een wervingsambt of in een selectieambt, ter beschikking geteld wegens ontstentenis van betrekking dat niet kon worden gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst worden teruggeroepen binnen zijn zone;

2^o inzake de aanvullende opdracht voor de personeelsleden die ze niet konden bekomen in de eigen zone;

3^o inzake de verandering van affectatie van een vast benoemd personeelslid of van een prioritair tijdelijk personeelslid dat een aanstelling vraagt in een andere zone;

4^o inzake de reffectatie, de voorlopige wederoproeping in actieve dienst, de wederoproeping in actieve dienst voor onbepaalde duur en de verandering van affectatie van een in een bevorderingsambt benoemd personeelslid;

5^o over de bepaling van het aantal betrekkingen die te begeven zijn aan prioritair tijdelijken ».

2^o § 2 wordt met volgend lid aangevuld :

« De Minister stelt de leden van de interzonale commissie voor vier jaar aan. Bij overlijden of ontslag tijdens het mandaat stelt de Minister een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voltooit ».

Art. 2. In artikel 14 *quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1, lid 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Commissie brengt de Minister adviezen uit :

1^o inzake de reffectatie, de voorlopige wederoproeping in actieve dienst en de wederoproeping in actieve dienst voor onbepaalde duur van een in een wervingsambt vast benoemd personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking binnen de zone;

2^o inzake de aanvullende opdracht binnen de zone;

3^o inzake de verandering van affectatie van een in een wervings- of selectieambt vastbenoemd personeelslid dat een aanstelling vraagt in een andere inrichting van de zone;

4^o over de bepaling van het aantal betrekkingen, die per ambt aan prioritair tijdelijken te begeven zijn ».

2^o § 2 wordt met volgend lid aangevuld :

« De Minister stelt de leden van elke zonecommissie voor vier jaar aan. Bij overlijden tijdens het mandaat stelt de Minister een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voltooit. »

3^o Het artikel wordt met de volgende paragraaf aangevuld :

« § 4. De vastbenoemde personeelsleden in dienst in Duitsland bekomen een reffectatie, een voorlopige wederoproeping in actieve dienst, een wederoproeping in actieve dienst voor onbepaalde duur en een verandering van affectatie onder dezelfde voorwaarden als indien zij in dienst waren in een van de inrichtingen van de zone waarbij zij hun aanstelling gevraagd hebben, overeenkomstig artikel 100 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, d.d. 10 juni 1993 ».

Art. 3. Artikel 26 *bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 26 *bis*. § 1. In een inrichting wordt, bij vermindering van de prestaties in een bepaald ambt, een volledig of gedeeltelijk einde gemaakt aan de prestaties van een personeelslid volgens de onderstaande rangorde :

1^o de niet-gerangschikte tijdelijken;

2^o de tijdelijken gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;

3^o de tijdelijken gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van hetzelfde besluit, in de omgekeerde orde van de rangschikking;

4^o de personeelsleden, voorlopig in actieve dienst wederopgeroepen in een ander ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn;

5^o de personeelsleden voor onbepaalde duur in actieve dienst wederopgeroepen in een ander ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn;

6^o de vastbenoemde personeelsleden, voor de prestaties die hun ter aanvulling van hun lesrooster worden toevertrouwd bij toepassing van de artikelen 13 *bis* tot en met 13 *quinqüies* van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

7^o de personeelsleden die een voorlopige verandering van affectatie genieten;

8^o de prioritair tijdelijken in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

9^o de vastbenoemde personeelsleden voor de prestaties die hun als aanvullende opdracht worden toevertrouwd;

10^o de personeelsleden, voorlopig in actieve dienst wederopgeroepen in het ambt waarin zij vast benoemd zijn;

11^o de personeelsleden, voor onbepaalde duur in actieve dienst wederopgeroepen in een ambt waarin zij vast benoemd zijn;

12^o de vastbenoemde personeelsleden in het ambt dat zij uitoefenen.

De personeelsleden, die vast benoemd zijn in één van de ambten van leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk en leraar technische vakken en beroepspraktijk, ter beschikking gesteld en in actieve dienst wederopgeroepen voor onbepaalde duur in een ander van deze ambten in het niveau en in de onderwijsgraad waar zij vast benoemd zijn, worden gelijkgesteld met personeelsleden die voor onbepaalde duur in actieve dienst worden wederopgeroepen in het ambt waarin zij vast benoemd zijn.

§ 2. Binnen een zone wordt een volledig of gedeeltelijk einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke niet geniet, om de voorlopige wederoproeping in actieve dienst mogelijk te maken van een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde zone of in een andere zone, of de toewijzing aan een vastbenoemd personeelslid van dezelfde zone, van een aantal uren gelijk aan het aantal waarvoor hij bezoldigd wordt.

Binnen een zone wordt er een volledig of gedeeltelijk einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke niet geniet, om :

1° de toewijzing mogelijk te maken, aan een vastbenoemd personeelslid van dezelfde zone of aan een personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke en dat zulks aanvraagt voor 1 maart van het voorgaande schooljaar, van een aantal uren dat met een ambt met volledige prestaties overeenstemt;

2° de aanstelling mogelijk te maken van een personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke geniet en dat zijn betrekking heeft verloren in dezelfde zone.

Voor de toepassing van lid 1 en lid 2 wordt in de eerste plaats een einde gemaakt, binnen de zone waar de wederoproeping in actieve dienst of de aanvullende opdracht wordt uitgevoerd, aan de prestaties van de niet-gerangschikte tijdelijken, daarna van de tijdelijken, gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 22 juli 1969, en eindelijk, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking, aan de prestaties van de tijdelijken die gerangschikt staan in de eerste in artikel 2 van hetzelfde besluit bedoelde groep.

Indien het volledig of gedeeltelijk vrijkomen van de betrekking van de minst goed gerangschikte tijdelijke echter de in lid 1 en lid 2 bedoelde personeelsleden die het voordeel ervan genieten, een verplaatsing van meer dan vier uur per dag met de openbare vervoermiddelen oplegt, dan mogen zij deze wederoproeping in actieve dienst of deze aanvullende opdracht van de hand wijzen. In dat geval wordt er volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een andere in de tweede groep gerangschikte tijdelijke en bij gebreke hieraan, van de onmiddellijk best gerangschikte tijdelijke van de eerste groep. »

Art. 4. Artikel 30 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 30. Elk jaar, in maart, bepaalt de Minister per ambt het aantal dagen die op de datum van de oproep tot de kandidaten moesten gepresteerd zijn om in de loop van het eerstvolgende schooljaar prioritair tijdelijke te worden.

Het in lid 1 bedoeld aantal dagen omvat ten minste 300 dagen die in de laatste drie afgelopen schooljaren werden gepresteerd, met inbegrip van het jaar van de oproep, in het betrokken ambt en in één of meer inrichtingen van de Franse Gemeenschap. »

Art. 5. Artikel 31, lid 3 van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De kandidatuur vermeldt de keuze van een enkele aanstellingszone. »

Art. 6. In artikel 37 van hetzelfde besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 wordt lid 1 door de volgende bepaling vervangen :

« De prioritair tijdelijken worden door de Minister aangesteld voor een aantal betrekkingen die hij per ambt bepaalt nadat hij het advies van de zonale en de interzonale aanstellingscommissies ingewonnen heeft. »

Art. 7. In artikel 45 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Op de 1e september die op de bekendmaking van de door artikel 17bis bepaalde vacatuur van de betrekking volgt, wordt elke prioritair tijdelijke in vast verband benoemd in het ambt dat hij uitoefent in een openstaande betrekking met ten minste twee derde van het minimumaantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen, voor zover de zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie tussen de datum van bovenvermelde bekendmaking en 1 september vergaderd hebben.

Mochten verschillende prioritaire tijdelijken tewerkgesteld zijn in hetzelfde ambt in eenzelfde inrichting wanneer een betrekking van dat ambt vrijkomt, dan wordt de best gerangschikte prioritair tijdelijke in deze betrekking vast benoemd.

Op aanvraag van de betrokkene of van een zonale aanstellingscommissie kan de Minister, nadat hij het advies heeft ingewonnen van de interzonale aanstellingscommissie, een prioritair tijdelijke in vast verband benoemen in het ambt dat hij uitoefent en in een openstaande betrekking die ten minste twee derde omvat van het minimumaantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen. »

2° § 2, lid 1, 2° wordt aangevuld met de woorden « of daar in actieve dienst wederopgeroepen, voorlopig of voor onbepaalde duur. »

3° § 3, lid 2, wordt opgeheven;

4° Het artikel wordt met de volgende paragraaf aangevuld :

« § 4. Het personeelslid benoemd in vast verband in een hoofdamt met volledige prestaties mag dit ambt niet cumuleren met een ander hoofdamt met volledige of onvolledige prestaties dat hij bij een vroegere benoeming had bekomen. »

Art. 8. In artikel 48 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1990 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, lid 3, wordt « 38 » door « 37 » vervangen;

2° § 5 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 5. Het personeelslid dat op grond van § 4 een verandering van affectatie heeft bekomen, wordt definitief in de inrichting in een vacante betrekking van zijn ambt aangesteld op de 1e september die op de in artikel 17bis bedoelde kennisgeving volgt, voor zover de zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie bijeengekomen zijn tussen de datum van die kennisgeving en 1 september. »

Art. 9. Artikel 49 van hetzelfde besluit, opgeheven door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1990, wordt weder ingevoerd en luidt als volgt :

« In een inrichting wordt een prioritair tijdelijke, in een bepaald ambt met voorrang op het in artikel 48, § 4 en 5 bedoelde personeelslid vast benoemd. »

Art. 10. Artikel 51, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Wanneer zij bij de overname een wervings- of een selectieambt in vast verband uitoefenen, waarvoor zij een weddetolage van de Franse Gemeenschap genieten, worden zij in hetzelfde ambt benoemd.

Wanneer zij bij de overname een bevorderingsambt in vast verband uitoefenen, waarvoor zij een weddetoelage van de Franse Gemeenschap genieten, worden zij in één van de wervingsambten die toegang verlenen tot dat bevorderingsambt, in vast verband benoemd.

De diensten die werkelijk gepresteerd werden tot aan de overname, in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht die de leiding van de door de Franse Gemeenschap overgenomen inrichting waarnaar, worden gelijkgesteld met werkelijk gepresterde diensten als personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

Art. 11. Artikel 167, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Elk personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de Minister die hem op elk ogenblik op eigen initiatief of op de voordracht van de zonale commissie of de interzonale commissie voorlopig in actieve dienst voor een bepaalde duur kan terugroepen :

1° ten eerste voor elke aanstelling van een tijdelijke of prioritair tijdelijke;

2° daarna in de door tijdelijken bezette betrekkingen;

3° eindelijk in de door prioritair tijdelijken bezette betrekkingen, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking op voorwaarde dat het gereaffecteerde of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking is gesteld in dezelfde zone als de prioritair tijdelijke.

Indien het volledig of gedeeltelijk vrijkomen van de betrekking van de slechtst gerangschikte tijdelijke de in lid 1 bedoelde belanghebbende personeelsleden een verplaatsing van meer vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen oplegt, dan mogen die personeelsleden de wederoproeping in actieve dienst of de aanvullende opdracht van de hand wijzen.

In dat geval wordt er volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een andere niet gerangschikte tijdelijke, dan van een ander niet-gerangschikte tijdelijke, daarna van een andere in de tweede groep gerangschikte tijdelijke, en bij gebreke ervan, van de onmiddellijk best gerangschikte tijdelijke van de eerste groep.

Over de terugroeping voor onbepaalde duur in actieve dienst wordt door de Minister beslist, op advies van de bevoegde zonale of interzonale aanstellingscommissie. Deze terugroeping gebeurt volgens de in lid 1 vermelde volgorde.

Het in lid 2 bedoelde personeelslid wordt gereaffecteerd in dezelfde inrichting op de 1e september die volgt op de bekendmaking van de vacatuur van een betrekking van zijn ambt.

Tijdens de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur geniet het personeelslid zijn activiteitswedde en worden zijn dienstprestaties met werkelijke diensten gelijkgesteld.»

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 12. In artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden onder het opschrift « E. In het niet-universitair hoger onderwijs van de eerste en tweede graad » volgende woorden geschrappt :

« 15. leraar algemene vakken aan een middelbare normaalschool;

16. leraar bijzondere vakken aan een middelbare normaalschool;

17. leraar algemene vakken aan een middelbare technische normaalschool;

18. leraar bijzondere vakken aan een middelbare technische normaalschool;

19. leraar technische vakken aan een middelbare technische normaalschool;

20. leraar beroepspraktijk aan een middelbare technische normaalschool.»

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1969 dat een besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap werd, betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der Rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 13. Artikel 2, 3, j van het koninklijk besluit van 22 april 1969 dat een besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap werd, betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, ingevoegd door het besluit van de Regering d.d. 20 april 1994, wordt aangevuld met de woorden, of « na de beëindiging van een afdeling « gespecialiseerde opvoeders » ingericht door het pedagogisch of het sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type ».

Art. 14. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 21 oktober 1980, worden de woorden :

« 5. leraar bijzondere vakken (specialiteit tekenen en plastische opvoeding) : het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs aangevuld met het diploma van bekwaamheid tot het geven van onderwijs in het tekenen aan de lagere normaalscholen of aan de middelbare normaalscholen, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 april 1939, tot vaststelling van het programma en het reglement van de examens die toegang verlenen tot het diploma van leraar tekenen in de middelbare normaalscholen, in de lagere normaalscholen, in de normaalafdelingen voor kleuteronderwijzeressen en de middelbare normaalscholen en in de athenea, aangevuld met twee jaar nuttige ervaring » vervangen door de woorden « het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, aangevuld met het diploma van bekwaamheid tot het geven van onderwijs in het tekenen aan de lagere normaalscholen of aan de middelbare normaalscholen, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 28 april 1939, aangevuld met twee jaar nuttige ervaring ».

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 april 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° littera 1, e, wordt met de woorden « of na beëindiging van een afdeling » gespecialiseerde opvoeders » ingericht door het pedagogisch hoger onderwijs of het sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type » aangevuld;

2° littera 2, e, wordt met de woorden « of na beëindiging van een afdeling » gespecialiseerde opvoeders » ingericht door het pedagogisch hoger onderwijs of het sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type » aangevuld;

3° in littera 3, f, worden de woorden « of na beëindiging van een afdeling » gespecialiseerde opvoeders » ingericht door het pedagogisch hoger onderwijs of het sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type » ingevoegd tussen de woorden « en met volledig leerplan » en de woorden « aangevuld met het hierboven vermeld getuigenschrift ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd

Art. 16. In artikel 1, littera « E. In het niet-universitair hoger onderwijs van de eerste en van de tweede graad » van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 23 november 1970 en bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 worden de volgende woorden geschrapt :

« Leraar algemene vakken aan een middelbare normaalschool

Leraar bijzondere vakken aan een middelbare normaalschool

Leraar algemene vakken aan een middelbare technische normaalschool

Leraar bijzondere vakken aan een middelbare technische normaalschool

Leraar technische vakken aan een middelbare technische normaalschool

Leraar beroepspraktijk aan een middelbare technische normaalschool »,

alsmede de bepalingen die naast deze woorden staan in de middelste en de rechterkolom.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen

Art. 17. In artikel 1, « littera E. In het niet-universitair hoger onderwijs van de eerste en van de tweede graad » van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen worden de woorden « leraar technische vakken aan een middelbare technische normaalschool, leraar beroepspraktijk aan een middelbare technische normaalschool » geschrapt.

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 18. In artikel 43bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Lid 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Deze termijn wordt op zes jaar gebracht voor :

1° de in vast verband benoemde personeelsleden die als tijdelijke of prioritaire tijdelijke in een openstaande betrekking van een ambt in het hoger onderwijs worden aangesteld;

2° de in vast verband benoemde personeelsleden, met verlof wegens opdracht en aangewezen voor de vorming tijdens de loopbaan in het onderwijs of voor opdrachten in het belang van het onderwijs;

3° de personeelsleden die verlof genieten om deel uit te maken van de Homologatiecommissie, van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap of van de diensten van het af standsonderwijs;

4° de in vast verband benoemde personeelsleden met verlof wegens opdracht en toegewezen aan een algemene directie die onder het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming ressorteert ».

2° Lid 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Dit artikel is niet van toepassing op :

1° de personeelsleden die het voordeel genieten van het koninklijk besluit van 27 oktober 1967 tot vaststelling van de toepassingsvoorwaarden van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling aan jeugdverenigingen van leden van het onderwijzend personeel;

2° de in vast verband benoemde personeelsleden in een wervingsambt, aangesteld in een selectie- of bevorderingsambt, of de personeelsleden benoemd in een selectieambt en aangesteld in een bevorderingsambt;

3° de personeelsleden bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wanneer er geen openstaande betrekking bestaat in de inrichting, in het ambt waarin zij aangesteld werden;

4° de studiemeesters-opvoeders in internaten, belast met de boekhouding in een autonoom internaat of in een opvangtehuis;

5° de personeelsleden die hun ambt in Duitsland uitoefenen;

6° de personeelsleden, met verlof wegens opdracht, ten belope van het erkend aantal, ingevolge een door de Regering beraadslaagd besluit onontbeerlijk voor de inwendige organisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

7° de personeelsleden, met verlof wegens opdracht en door de Regering toegewezen aan het secretariaat van de hoge raden wanneer wets-, decreets- of reglements-bepalingen in een of meer met verlof gestelde personeelsleden voorzien om deze opdracht uit te voeren;

8° de personeelsleden toegewezen aan de openluchtcentra, de vormingscentra en de technische centra tot de hervatting van de lessen die volgt op de inwerkingtreding van het besluit tot vaststelling van hun organieke personeelsformatie. »

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 19. Artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 18 januari 1974 wordt aangevuld als volgt :

« De voorlopige terugroeping in actieve dienst schort de in het lid bedoelde gevolgen van de terbeschikkingstelling op, voor de duur van de terugroeping. De terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur schort de in het lid bedoelde gevolgen van de terbeschikkingstelling op zolang aan die terugroeping geen einde gemaakt wordt. »

Art. 20. Artikel 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3bis. Een vastbenoemd lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het sociaal personeel van een inrichting van de Franse Gemeenschap dat titularis is van een wervingsambt, wordt pas ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat er een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt bekleden in een vacante betrekking als tijdelijken, wegens terugroeping in actieve dienst in een ander ambt dan dat waarin zij benoemd zijn, aanvulling van de lesrooster, voorlopige wijziging van affectatie, als prioritaire tijdelijken, wegens aanvulling van opdracht, voorlopige terugroeping in actieve dienst in het ambt waarin zij benoemd zijn, in de inrichting, in de volgorde bepaald bij artikel 26bis, § 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 21. Artikel 3ter van hetzelfde besluit, ingevoegd op 10 juni 1993, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3ter. § 1. Het vastbenoemd personeelslid dat geen volledige opdracht in zijn ambt meer heeft, kan aanvullende bevoegdheden bekomen. Hieronder verstaat men de niet-vacante lesuren die tot hetzelfde ambt behoren en in dezelfde inrichting zijn toegewezen.

§ 2. Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt op eigen verzoek prioritair teruggeroepen in actieve dienst in een voorlopig beschikbare betrekking in zijn ambt, in de inrichting waar hij zijn betrekking verloren had. »

Art. 22. In artikel 3quater, 1e lid, van hetzelfde besluit ingevoegd op 10 juni 1993, wordt « door de artikelen 3bis en 3ter » vervangen door « door artikel 3bis ».

Art. 23. In artikel 3quinquies van hetzelfde besluit ingevoegd op 10 juni 1993, wordt « in de artikelen 3ter en 3quater » vervangen door « in artikel 3quater ».

Art. 24. In artikel 3sexies van hetzelfde besluit ingevoegd op 10 juni 1993, wordt « in de artikelen 3ter, 3quater en 3quinquies » vervangen door « in de artikelen 3quater en 3quinquies ».

HOOFDSTUK VI. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 25. In artikel 104, 2e lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juni 1993 tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt « juli » vervangen door « september ».

Art. 26. Voor de toegang tot een ander selectie- of bevorderingsambt behouden onderstaande personeelsleden die in een selectieambt benoemd zijn, het voordeel van hun benoeming :

- 1 a) leraar algemene vakken aan de middelbare normaalschool;
- b) leraar algemene vakken aan de middelbare technische normaalschool;
- 2 a) leraar bijzondere vakken aan de middelbare normaalschool;
- b) leraar bijzondere vakken aan de middelbare technische normaalschool;
3. leraar technische vakken aan de middelbare technische normaalschool;
4. praktijkleraar aan de middelbare technische normaalschool.

Zij kunnen een reffectatie, een terugroeping in actieve dienst, een aanvullende opdracht, aanvullende bevoegdheden, wijziging van affectatie, een benoeming in een ander selectieambt of in een bevorderingsambt bekomen op dezelfde voorwaarden als een personeelslid, benoemd in het niet-universitair hoger onderwijs van de 1e en de 2e graad, in onderstaande overeenstemmende wervingsambten :

1. leraar algemene vakken;
2. leraar bijzondere vakken;
3. leraar technische vakken;
4. praktijkleraar.

Art. 27. Dit besluit treedt op 15 juli 1994 in werking behalve de artikel 18 en 25, die op 1 juli 1994 uitwerking hebben.

Art. 28. De Minister bevoegd voor het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX